



COVID 19 SECTEUR SANITAIRE SOCIAL ET MEDICO SOCIAL

**Le temps est à la mobilisation générale mais
viendra le moment où il faudra régler les
comptes**

...et à ce moment-là, des remerciements ou des louanges ne suffiront pas !!

Lundi 30 mars 2020,

NOUS NE SOMMES PAS DES HEROS NOUS SOMMES DES PROS

Il nous faut des moyens matériels et humains !

Alors que la plupart des professionnels du secteur sanitaire, social et médico-social doivent continuer leur exercice pour faire face à l'épidémie et assurer la continuité des prises en charge, les matériels de protections individuelles manquent, le processus d'information des procédures à mettre en œuvre n'est pas performant, les représentants des salarié.e.s sont trop souvent mis à l'écart.

Les décisions prises depuis le mois de janvier par le gouvernement ont été réalisées non pas sur la base d'éléments de santé publique mais uniquement pour gérer la pénurie de matériel que ce soit au niveau des tests ou au niveau des du matériel de protection. Dans certains établissements des soignants fiévreux n'ont pas la possibilité de faire des tests. Ainsi, la communication gouvernementale s'adapte à la pénurie, induite elle-même par une absence de préparation et d'anticipation, en véhiculant des arguments incohérents voire faux, en minimisant très largement le rôle joué par les masques ou les tests.

Même si c'est largement insatisfaisant, enfin le ministre de la santé et des solidarités a pris la parole le 22 mars 2020 pour dire ce que l'Etat a fait par rapport au manque cruel de protections individuelles disponibles pour faire face à l'épidémie COVID 19.

Ils ont passé des commandes, augmenter les productions, les masques devraient arriver dans les prochains jours, les prochaines semaines. D'abord dans les services prioritaires car il n'y en a pas assez pour tous les salarié.e.s rencontrant des situations à risque et encore moins pour l'ensemble de la population.

Masques chirurgicaux, masques FFP2...y en aura-t-il assez pour tous les services hospitaliers, les personnels libéraux, les EHPAD, les IME, foyers de l'enfance...? Et le gel hydro alcoolique ? Les lunettes, les sur-blouses nécessaires dans les situations particulièrement à risque ? Les respirateurs ? Les lits ? Les personnels disponibles ?

En tout cas tous les hôpitaux se réorganisent. Les personnels se préparent. Le moment est à la mobilisation générale pour passer au mieux l'épisode.

L'ouverture de lits d'accueil spécifiques au COVID 19, de lits de réanimation, la recherche de personnels formés est la priorité des hôpitaux publics. C'est l'ensemble du système de santé qui est mis à contribution : les établissements participant au service public, le secteur privé et le secteur libéral. Il faut rester attentif aussi à nos capacités d'assurer la continuité des prises en charge hors COVID 19.

Nous payons la désorganisation et l'affaiblissement du système public de santé et d'action sociale. Nous payons les fermetures de lits et de structures, la réduction des emplois, la déqualification des postes, la gestion des stocks à flux tendus, le Lean management. Et notre région Centre Val de Loire, véritable désert médical, met bien en lumière les conséquences de ces politiques libérale transformant le soin en marchandise et le patient en client. Cette politique comptable a entraîné la fermeture de nombreux lits de réanimation dans notre région créant un manque évident aujourd'hui. De même, Pour de nombreux établissements, c'est l'établissement pivot du GHT qui gère les achats, les stocks et la distribution complexifiant l'accès aux fournitures. Ensuite, le manque de personnels conduit des étudiants, sans ou avec peu d'expérience et des professionnels de santé à la retraite à se retrouver en première ligne.

Nous payons le démantèlement des services de santé au travail, d'inspection du travail, sur les CHSCT, sur tout ce qui peut mettre un frein à la rentabilité à tout prix en essayant de protéger le travailleur.

Nous payons le refus des décideurs à prendre en compte les revendications portées depuis des années par des professionnels qui dénoncent la perte de sens de leurs métiers, qui alertent sur un système à bout de souffle, de moins en moins en capacité de répondre aux besoins de la population.

Dans ce contexte, nous sommes particulièrement inquiets de la situation dans les EHPAD qui pourrait rapidement ressembler à la situation de la canicule de 2003 si les pouvoirs publics ne prennent pas davantage la mesure de la situation et de la catastrophe qui s'amorce.

Les professionnels de santé et du social ne sont ni des héros, ni des bonnes sœurs, ni de la chair à canon. Nous sommes des travailleurs qui demandons les moyens de travailler correctement et de vivre dignement.

Alors merci à toutes les manifestations de solidarités. Les taxis, les hôtels, les boulangeries, les applaudissements ... il faut se rappeler que c'est l'organisation collective, que c'est quand chacun donne en fonction de ses moyens pour que chacun reçoive en fonction de ses besoins, que ça marche. En un mot, c'est la solidarité qui fait fonctionner la société.

A la fin de cette crise, il faudra donc arrêter les applaudissements depuis nos fenêtres et se donner rendez-vous dans la rue pour gagner le développement d'une protection sociale solidaire et d'un système de santé et d'action sociale de qualité, ouvert à tous, répondant aux défis qui sont devant nous.

En attendant nous demandons au gouvernement de démultiplier les efforts budgétaires et réglementaires pour fournir tout le matériel, les médicaments et recruter tous les personnels possibles dans les hôpitaux, EHPAD, IME, foyers de l'enfance...

Nous demandons le retrait de toutes les dérogations au Code du travail prévues dans la loi d'Etat d'urgence sanitaire en matière de temps de travail, de repos hebdomadaires ou dominicaux, de prises de congés ou RTT imposées etc.

Nous demandons au gouvernement de sortir le cahier revendicatif des personnels pour y répondre dès que la crise sera jugulée, en commençant par la revalorisation des salaires.

Nous demandons un engagement ferme à revoir l'ensemble du système de santé et d'action sociale. De la production des fournitures de santé et des médicaments, à l'organisation des prises en charge, ce débat est d'intérêt général, cette responsabilité est d'Etat.

Restons uni.e.s et solidaires, ne lâchons rien, et prenez soin de vous et des autres.